DIAL 2651

AMÉRIQUE LATINE - Une nouvelle chance pour l'Amérique latine ?

Raúl Zibechi

mardi 1er juillet 2003, mis en ligne par Dial, Raúl Zibechi

L'Amérique latine est-elle en voie de connaître de profonds changements positifs ? Les diagnostics sur le présent sont difficiles ; les prospectives le sont encore plus. Des signes néanmoins sont perceptibles concernant plusieurs pays : Brésil, Argentine, Venezuela et, sous réserve, Équateur. Les évolutions qui s'organisent méritent la plus grande attention. Article de Raúl Zibechi, paru dans ALAI, 21 mai 2003.

En six mois, la région a connu un bouleversement : le Brésil, l'Équateur et l'Argentine se sont donné des présidents « progressistes » et Hugo Chávez s'est bien sorti de l'offensive de l'opposition. Un point à la ligne après deux décennies de pur néolibéralisme ; une chance pour le changement.

Pour la première fois dans l'histoire sud-américaine, les deux grands pays de la région, Brésil et Argentine, ont des gouvernements qui partagent des orientations progressistes, avec la volonté explicite d'opérer un virage dans l'alignement sur Washington et de donner une chance à la région. Jusqu'à présent, les convergences étaient inverses : en 1930 les deux pays ont connu des coups d'État qui portèrent au pouvoir [1] le général José Félix Uriburu qui fut au pouvoir lors de la tristement célèbre « décennie infâme », et Getulio Vargas [2] qui conduisit son pays sur les sentiers de l'État Nouveau, une expérience corporatiste proche du modèle fasciste.

Dans les années soixante, les deux pays furent secoués par des dictatures antipopulaires bien que – il est juste de le dire – le Brésil comptât avec une direction nationaliste qui – y compris depuis les années trente – chercha avec un certain succès à éloigner le pays de la dépendance et à développer une industrie nationale.

De nouvelles possibilités s'ouvrent à présent. Personne ne doute, et Luis Inacio Lula da Silva s'est chargé de dissiper tout doute à ce sujet, que les gouvernements de la région, à l'exception de Cuba et du Venezuela, s'acheminent vers une rupture avec le modèle d'accumulation en vigueur depuis déjà plus d'un demi-siècle. Toutefois, la distance prise par rapport à la Zone de libre échange des Amériques (ZLÉA), la volonté de promouvoir une intégration régionale à partir du Mercosur (Marché commun du Sud) et le désir de négocier les échéances du paiement de la dette extérieure pour diminuer la grande dette sociale intérieure sont de bonnes nouvelles dans la région. En effet, celle-ci subit de la part de l'Empire l'offensive la plus forte depuis les jours de l'Alliance pour le progrès et la doctrine de sécurité nationale, chevaux de bataille pour l'étranglement du mouvement populaire des années soixante.

Les maillons faibles

Pour Washington, la situation actuelle est extrêmement délicate. Son principal allié dans la région est le gouvernement colombien, présidé par Alvaro Uribe, de l'extrême droite, l'homme de la guerre et du Plan Colombie, prêt à résoudre à la pointe du fusil le conflit armé vieux de quatre décennies. Mais cette tête de pont est insuffisante pour donner leur ampleur aux plans de la Maison Blanche. De toute façon, la

stratégie déstabilisatrice – qui a échoué au Venezuela – montre ses dents. Au cours de la récente réunion du Groupe de Rio, qui a eu lieu les 23 et 24 mai à Cuzco avec les présidents de 19 pays latino-américains (moins Cuba), un accord s'est produit pour demander l'intervention de l'ONU dans le conflit colombien. La décision est grave et dut compter avec l'opposition décidée de Chávez. « L'accord obtenu par les présidents est très dangereux parce qu'il ouvre les portes à quelque chose de pire que la guerre : à l'interventionnisme », a déclaré le président vénézuélien.

La proposition est claire : l'organisme international, discrédité, devrait faire un appel aux FARC (Force armées révolutionnaires colombiennes) pour qu'elles déposent les armes. Si, comme tout l'indique, ceci ne réussit pas, les portes resteraient ouvertes pour d'« autres alternatives », selon les mots du Péruvien Alejandro Toledo. Après la guerre contre l'Irak, ces « alternatives » paraissent claires : on peut promouvoir ainsi l'intervention militaire guidés par les États-Unis, bénie ou non par l'ONU, l'OEA (Organisation des États américains) ou le Groupe de Rio lui-même, pour vaincre la guérilla avec le soutien international. D'une manière implicite, Washington en vient à soutenir l'idée qu'il faut renforcer le pari du Plan Colombie jusqu'à transformer ce pays – et potentiellement toute la région andine – en un immense porte-avions de l'Empire.

Cette stratégie a quelques atouts en sa faveur. Le plus évident est le gouvernement affaibli de Lucio Gutiérrez qui, à peine quelque six mois après son installation, s'est pris au piège de ses propres contradictions et dont la popularité a chuté à moins de 50 % (de 60 à 28 %). Gutiérrez n'a pas atteint son but et, en si peu de temps, il a réussi à mettre son principal appui, le puissant mouvement indigène, dans une situation délicate : les bases de la CONAIE discutent pour savoir quelle orientation prendre, et il est fort probable qu'elles décident que le mouvement Pachakutick quitte le gouvernement.

Le second maillon faible est le maillon péruvien. Le gouvernement de Toledo, qui a trahi toutes les attentes du mouvement démocratique et antifujimoriste qui le porta à la présidence, est mis en échec dans la rue. Les enseignants, paysans, travailleurs de la santé et fonctionnaires publics réclament un virage dans la gestion économique qui s'inscrit, avec entêtement, dans la continuité du gouvernement antérieur. Le Pérou et l'Équateur jouent un rôle décisif, avec la Bolivie, dans les coups futurs de Washington : le contrôle de la région andine est décisif tant du point de vue géopolitique que pour contenir la politique intégrationniste du Brésil. Si cela réussissait, le gouvernement de Lula resterait « isolé » sans pouvoir concrétiser le lien interocéanique convoité qui donnerait son impulsion au commerce régional.

Le cas argentin

Avant la visite du représentant du commerce des États-Unis au Brésil, Robert Zoellick, Lula critiqua « les subventions agricoles, les mesures arbitraires de défense commerciale et le protectionnisme dissimulé qui nous volent des marchés et nous empêchent de recueillir le fruit de notre travail ». La bourgeoisie de São Paulo, qui est peut-être la plus puissante du tiers-monde et l'un des soutiens du gouvernement de Lula, partage cette appréciation. Déjà, sous le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, elle mena des batailles contre les multinationales états-uniennes, particulièrement dans le cas des médicaments génériques, en harmonie avec les gouvernements de Cuba, d'Afrique du Sud et d'Inde. Néstor Kirchner n'a pas d'allié de ce niveau. Au contraire, il aura affaire à l'une des élites les plus répugnantes du continent : corrompue, mafieuse, génocidaire. Le dernier livre du journaliste économique Daniel Muchnik,

Plata Fácil [3] (Buenos Aires, Groupo Editorial Norma, 2001), fait une description accablante : « La classe des entrepreneurs, toujours fragmentée, factieuse, ne voulut jamais ou ne sut jamais mener un projet engagé avec le destin de la nation. Au contraire, ils utilisèrent l'État pour favoriser leurs affaires, pour transférer la richesse des poches usées de millions d'Argentins à leurs comptes secrets en Suisse. Au lieu de s'aligner sur les politiques de l'État, ils se sont concentrés sur les lobbies et les prébendes sans le courage, sans le dynamisme ni les risques qu'assument les vrais entrepreneurs capitalistes. »

À la différence des bourgeoisies brésiliennes et chiliennes qui furent à la tête d'un projet national, l'entrepreneur argentin a toujours été divisé et a toujours pratiqué l'exclusion, y compris dans sa propre classe sociale : l'Union industrielle argentine (UIA) ne regroupait que les établissements de Buenos Aires, marginalisant ceux de l'intérieur qui se regroupèrent dans la Confédération générale de l'industrie, dont

les effectifs finirent par se mêler à ceux de l'organisation des entrepreneurs proches du projet nationaliste du péronisme, la CGE dirigée par José Gelbard. De plus, c'est dire que l'UIA et la Société rurale des grands propriétaires (qui « ont résisté avec ténacité à la discussion politique avec les secteurs ouvriers », selon Muchnik), ont coupé les ailes à tout projet national – écrasant les entrepreneurs argentins –, ont fidèlement servi les intérêts impérialistes et ont débouché sur ce mal si argentin appelé « patrie financière » au nom de laquelle 30 000 Argentins disparurent.

Le pouvoir des gens

Cette élite, qui vit dans de petites villes réservées situées à une distance convenable de la « plèbe », est horrifiée par Kirchner et conspire déjà. Comme l'annonça l'éditorialiste de La Nación, Claudio Escribano, elle est prête à renverser Kirchner avant un an, se pliant à la stratégie de Washington d'isoler le Brésil, de se soumettre à la ZLÉA et de continuer le festin de l'accumulation au prix de la faim de millions de personnes.

Peut-être – bien que le temps seulement résoudra les doutes – les élites argentines ont appris la leçon de décembre 2001 : des milliers de personnes encerclant les banques transformées pendant un an en forteresses défendues par la police. Le « qu'ils s'en aillent tous » était aussi dirigé vers les élites qui ont transformé un des pays les plus riches du monde en paria.

Actuellement, le gouvernement de Kirchner est un bol d'air pour le mouvement social, qui aurait pu être anéanti au cas où Carlos Menem aurait triomphé. Mais le mouvement social argentin, comme les autres du continent, peut être beaucoup plus : un pouvoir veto, à partir d'en bas, pour que les classes dominantes comprennent qu'elles ne peuvent pas continuer à faire de l'argent facile au gré de leurs caprices.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2651.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : ALAI, 21 mai 2003.

En cas de reproduction, mentionner la source francaise (Dial) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] En Argentine.

[2] Au Brésil.

[3] L'argent facile.